

Les investissements climatiques frémissent à la hausse en Europe

L'état des lieux effectué par l'Institut pour l'économie du climat pour 2025 révèle des dépenses contrastées selon les secteurs

Dans la foulée de la précédente crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine, les investissements en faveur de la transition avaient bondi en Europe, passant de 453 milliards d'euros en 2021 à 518 milliards d'euros en 2022. Mais l'élan fut de courte durée : de 2023 à 2025, ces montants ont globalement stagné.

De premiers signaux, portant sur les ventes de voitures électriques et de pompes à chaleur, suggèrent qu'ils pourraient repartir à la hausse en 2026, en réaction au nouveau séisme énergétique mondial déclenché par le conflit au Moyen-Orient. A l'occasion de la publication de son « Etat des lieux des investissements climat en Europe », vendredi 5 juin, l'Ins-

titut pour l'économie du climat (I4CE) appelle une nouvelle fois l'Union européenne (UE) à planifier dans la durée une augmentation des dépenses en faveur de la lutte contre le réchauffement, plutôt que de continuer à réagir au coup par coup. La crise actuelle remet en évidence la vulnérabilité structurelle de l'Europe liée à sa dépendance aux combustibles fossiles. « Nous avons besoin de stabilité en termes de politiques publiques, explique Clara Calipel, chercheuse à l'I4CE. Les stratégies d'investissements de long terme sont primordiales : ce sont elles qui permettront aux Etats-membres et à l'UE d'être mieux préparés pour faire face aux crises. »

Pour réaliser son état des lieux, l'I4CE compile l'ensemble des

investissements publics et privés réalisés par des Etats, des institutions, des entreprises ou des ménages, dans les secteurs de l'énergie, du bâtiment, des transports et de la production de technologies bas carbone. En 2025, ils ont atteint 534 milliards d'euros, en légère hausse (2,4 %) par rapport à 2024. Ils demeurent largement inférieurs aux besoins pour atteindre les objectifs climatiques de l'UE à l'horizon 2030, estimés par le cercle de réflexion à 878 milliards d'euros chaque année.

Manque de soutien à l'éolien

Ce chiffre global masque des résultats contrastés en fonction des secteurs. Les investissements dans le solaire, le stockage par batteries (+20 % par rapport à 2024) ou

encore dans les bornes de recharges électriques sont en progression. C'est aussi le cas dans le secteur du transport routier : après une stagnation en 2024, les investissements ont crû de 23 % en 2025. La tendance se confirme début 2026, avec une hausse de 32 % des ventes de véhicules électriques au cours du premier trimestre, tirées par la France, l'Italie et l'Allemagne. Depuis la fermeture du détroit d'Ormuz, certains pays, comme la France avec le leasing social, ont mis en place des mesures d'incitation au passage à l'électrique.

Alors que le secteur du transport routier génère encore environ un quart des émissions de gaz à effet de serre de l'UE, et qu'une révision de la norme européenne d'émissions de CO₂ des voitures et

des vans est en cours, le cercle de réflexion appelle toutefois à ne pas affaiblir davantage ce texte, ce qui enverrait un mauvais signal en matière d'investissements.

Parmi les secteurs qui demeurent en situation de sous-investissement chronique, le cas le plus marquant est celui de l'éolien, pour lequel les dépenses n'ont couvert que 25 % des besoins en 2025 par rapport aux ambitions pour 2030. En cause, le manque de soutien politique, des retards dans l'électrification des usages, les longs délais d'obtention de permis et les difficultés à se raccorder aux réseaux électriques. Un rapport de l'organisation Beyond Fossil Fuels, publié mardi et signalé par *Contexte*, indique que 375 gigawatts (GW) de projets d'énergie renouve-

lable et 455 GW de projets de stockage de batteries sont aujourd'hui en attente de raccordement aux réseaux en Europe.

Plusieurs échéances européennes pourraient permettre d'envoyer les signaux clairs, que l'I4CE appelle de ses vœux, sur la nécessité de planifier la mise en œuvre de la transition énergétique dans la durée : la Commission européenne doit dévoiler, le 22 juillet, son très attendu plan d'électrification, et la révision en cours du règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie pourrait aboutir à la transformation des « plans nationaux énergie-climat » des Etats membres en de véritables « plans d'investissements pour le climat ». ■